

PRIS LE 20 MARS 2025

Services Techniques  
CL/AF  
N° 103 / 2025

---

---

**OBJET : Création d'un bateau voyer – avenue Alexandre Martin.**

---

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,  
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

**VU** le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

**VU** l'article R610-5 du Code Pénal,

**VU** les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

**VU** l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**VU** le permis de construire n° PC 095 598 22 8 0014 accordé le 5 septembre 2022, modifié le 15 février 2025,

**CONSIDERANT** la demande de l'entreprise ADME – 71 rue Jacques Verniol 95370 Montigny-les-Corneilles, concernant la création d'un bateau voyer au 7 avenue Alexandre Martin, pour le compte de leur client,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

## ARRETE

**Article 1** : Du 25 mars au 1<sup>er</sup> avril 2025, l'entreprise ADME est autorisée à procéder à la création d'un bateau voyer au droit du 7 avenue Alexandre Martin.

**Article 2** : Le stationnement sera interdit au droit du 7 avenue Alexandre Martin et selon l'avancement du chantier.

**Article 3** : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

**Article 4** : Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. Les enrobés seront repris en pleine largeur en respectant le coloris initial.



**Article 5** : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

**Article 6 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES A RESPECTER POUR LA CREATION DU BATEAU**

- Les bordures et caniveaux abimés devront être remplacés à l'identique,
- Les bordures seront abaissées, elles ne devront pas être coupées,
- Les rampants seront effectués avec les bordures en un seul tenant,
- Le jointement des bordures devra être effectué aux mortiers,
- Le trottoir sera reprofilé et complété en GNT/GC,
- Le fond de forme doit être correctement compacté,
- L'ancien bateau devra être supprimé.

**Article 7 : PRESCRIPTIONS POUR LA REPRISE DES ENROBES**

- Les enrobés seront repris en pleine largeur et de coloris rouge sur toute la longueur du trottoir au droit de la propriété (4cm minimum en place)
- Les ancrages pour les enrobés et les arrêtes doivent être franches et régulières,
- Une attention particulière sera apportée à la planéité, quantité et compactage des enrobés,

**Article 8** : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par l'entreprise ADME sous le contrôle des services techniques municipaux.

**Article 9** : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

**Article 10** : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

**Article 11** : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

**Article 12** : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

**Article 13** : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

**Article 14** : La directrice générale des services de la ville, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à l'entreprise ADME 71 rue Jacques Verniol 95370 Montigny-les-Cormeilles.

François ABOUT,  
Conseiller municipal  
Délégué aux Travaux



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : **21 MARS 2025**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **21 MARS 2025**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.